

Charlie Hebdo 13 mai 1998

Journaliste en Mai 68

QUAND J'AI DÉBUTÉ dans le métier, j'ai demandé une carte de journaliste, mais, gagnant surtout ma vie comme producteur de radio, je n'y ai pas eu droit, et je m'en suis bien passé, j'étais bien plus libre que cette armée du Journal (radio ou télé) dirigée par un général-ministre de l'Information. En Mai 68 à l'ORTF, le moment le plus fort, ce fut la première semaine, lorsque nous croyions à 100 % «gagner», et les journalistes n'étaient pas avec nous. Quand ils se mirent enfin, les derniers, en grève, on ne parla plus que d'eux, et je viens de lire qu'ils furent les seuls de l'ORTF à aller à la Sorbonne, où on leur fit une ovation (!). Mais à la Maison de la radio, on ne les vit plus guère dans nos assemblées (1500 personnes dans la grande salle tous les jours), à part une poignée, dont Roger Louis, alors reporter vedette de « Cinq Colonnes à la une », et qui se révéla un tribun formidable (viré, il n'a jamais pu faire retour). Je me souviens d'une réunion chez Desgraupes, où il nous conseillait d'attendre : « Que l'un ou l'autre gagne, de toute façon, ils auront encore besoin de nous, les pros », disait-il, et il se trompait, il fut viré aussi, car de Gaulle, en bon général, voulait fusiller pour l'exemple les vedettes — ce qui explique que moi, petit producteur, j'ai échappé à l'épuration bien que je fusse à l'intersyndicale de grève. Le jour du vote pour la grève, la direction choisit exprès une star pour présenter le journal du soir : Léon Zitrone ! Affolé, le gros Léon nous demanda une audience : « La France entière me fait confiance, laissez-moi présenter le journal. » Nous avons eu du mal à garder le sérieux. « Eh bien, sors, on va voter. » Et ce fut un éclat de rire général et un vote unanime. On le fit rentrer : « Eh bien, Léon, tu as voté la grève, tu ne présenteras pas le journal. » Je n'oublierai jamais sa tête à ce moment-là : crime de lèse-majesté. N'empêche qu'il n'osa pas briser la grève (il fut viré, pas pour longtemps, lui).

Imaginez un nouveau Mai, et, après une semaine de tergiversations, les journaux télévisés en grève, vous voyez Bilalian, Chazal, Poivre défilier à la République? Chazal et Pernaut sont à la CFTC, le syndicat favori de Bouygues et du Front national, la CFTC qui applaudit lors de mon licenciement par TF1 (oui, et noir sur blanc, dans le compte rendu d'une réunion avec la direction).

En Mai 68, nous sommes restés cloîtrés dans la Maison ronde, hélas, mais parce que nous planchions toute la journée : on élaborait des projets de nouveaux statuts de l'ORTF, et je ne sais pas ce que sont devenus ces documents, mais nous n'étions pas coupés du monde, nous recevions des délégations de toute la France venant nous supplier de refuser le «service minimum» (qui permettait au gouvernement de diffuser un journal des jaunes). C'était la passionaria coco qui faisait barrage : avec quel mépris elle a reçu une délégation de cinéastes célèbres (je crois qu'il y avait Resnais), un gars de chez nous en a fait une crise de nerfs et certains pleuraient de honte. Écœuré, un de mes copains, qui s'était spécialisé dans le collage d'affichettes, a jeté tout son paquet à la poubelle et a foutu le camp, il y avait à peine cinq jours que nous avions démarré. Plus tard, je lui ai dit qu'il avait été lucide, mais nous aussi, et pourtant nous avons continué la mort dans l'âme, et je lui ai dit qu'il avait été puni parce que, ces affiches, elles se vendaient à prix d'or à Drouot ! Récupération, récupération.

A propos de récupération, dans la liste des virés d'août 68, on trouve des noms surprenants : le « gentil » Drucker et même l'abominable Thierry Roland. Mais, après tout, c'est Guy Lux qui a avancé l'argent des badges «ORTF embarbelés » et qui a présenté certains de nos galas de soutien. Étonnant, non ?

Oh, pas plus que d'imaginer Serge July sur les barricades. MICHEL POLAC

Charlie reprend aussi cet article du Figaro du 6 mai 1998

Mai 68 : la grande débâcle

Avant tout, la peur. Je ne peux oublier la panique que l'on sentait permanente chez ceux que l'on croyait comptables de cette génération.

Comment pardonner aux pitoyables dérobades de ces parents, ces éducateurs, ces politiciens qui acquiesçaient en le regrettant peut-être, aux désordres, aux logorrhées, au vandalisme aussi de ces chaudes nuits de mai : il fallait bien qu'ils s'alignent sur ces enfants puisqu'ils en étaient responsables.

Cette démission, c'était surtout l'air de Paris. La France profonde, celle des campagnes, des hauteurs, des rivages, assistait, sans comprendre, à ce nouveau débordement dans la cité que les siècles lui ont donné comme capitale. En province, les désordres, quand il y en avait, étaient un peu comme l'impératif éphémère de la mode : ces nouveautés étaient accueillies avec le même étonnement réservé que le «chic parisien» des couturières.

L'hystérie de l'Odéon faisait d'autant plus ressortir la raison, le courage, la probité professionnelle de ceux qui résistaient au courant, accomplissant leur tâche quotidienne; simplement parce qu'ils avaient choisi de servir. Je pense à l'admirable sang-froid du service d'ordre, au dévouement des cadres, des militaires, du petit personnel. Ils ont permis au pays de vivre, à la démocratie de survivre.

Ma grande fierté, quant à moi, est d'avoir pu, grâce à une vingtaine de fidèles, donner chaque soir aux Français leur journal télévisé. Face à la défaillance de quinze mille grévistes de l'ORTF, ceux-là ont assuré la continuité du service public. Qui, sans eux, aurait pu suivre au jour le jour la marche, ou la dérive du pays ?

Edouard SABLIER

Directeur de l'information sur les deux chaînes de télévision en mai 66.